



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DES SERVICES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE  
AU PROFIT DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE**

**Entre :**

**La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE**, représentée par Madame Maider BEHOTEGUY, Vice-Présidente,  
ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »  
**D'une part,**

**Et :**

**LE SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE (SMPB)**, représenté par Monsieur Claude OLIVE, Président,  
ci-après dénommé « le Syndicat des Mobilités »  
**D'autre part.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L. 5721-9 (loi du 13 août 2004) qui prévoit : « ...les services d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'un syndicat mixte pour l'exercice de ses compétences » ;

VU que ce type de mise à disposition doit s'établir dans le cadre d'une convention qui prévoit notamment les conditions de remboursement des frais de fonctionnement du ou des services mis à disposition ;

VU la délibération du Conseil permanent de la Communauté d'Agglomération en date du 18 décembre 2018,

VU la délibération du Syndicat des Mobilités en date du \_\_\_\_\_,

CONSIDERANT que la présente convention de mise à disposition présente un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



## **ARTICLE 1 – OBJET**

Dans le souci d'une bonne organisation des services, le Syndicat des Mobilités et la Communauté d'Agglomération sont convenus que des services de la Communauté d'Agglomération sont mis à disposition du Syndicat des Mobilités, dans l'intérêt de chacun, aux fins de mutualisation et de rationalisation des services.

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L.5721-9 du CGCT, de préciser les conditions et les modalités de mise à disposition de certains des services de la Communauté d'Agglomération au profit du Syndicat des Mobilités, dont elle est membre.

## **ARTICLE 2 – SERVICES MIS A DISPOSITION**

La Communauté d'Agglomération met à disposition du Syndicat des Mobilités, les services de la Direction Générale Adjointe Mobilités comme suit :

- Mise à disposition totale de 29 agents au 1<sup>er</sup> novembre 2018 :
  - o Coordination communication.
  - o Direction Stratégies et Prospectives Territoriales.
  - o Direction Investissements et Déplacements, à l'exception du directeur et du service infrastructures / voiries.
  - o Direction Services de Mobilité.
- Mise à disposition partielle de 8 agents au 1<sup>er</sup> novembre 2018 :
  - o Directeur Général Adjoint Mobilités, pour une quotité de temps de travail de 90%.
  - o Service Administratif et financier, pour une quotité de temps de travail de 90%.
  - o Directeur Investissements et Déplacements, pour une quotité de temps de travail de 90%.
  - o Service Infrastructures / voirie, pour une quotité de temps de travail de 50%.

D'autres services de la Communauté d'Agglomération, et notamment les fonctions supports, seront appelés à intervenir au bénéfice du Syndicat des Mobilités (finances, direction des ressources humaines, systèmes d'information...).

Ces interventions donneront lieu à remboursement annuel sur présentation d'un état certifié par le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération, établi pour les fonctions Supports appelées à ce jour à intervenir, selon les clés de remboursement suivantes :

- Pour la Direction des Ressources Humaines (DRH) :
  - o Coût annuel estimé de la masse salariale annuelle de la DRH multiplié par le ratio des agents de la Direction Générale Adjointe Mobilités affectés dans les services mis à disposition du Syndicat des Mobilités (totalité des emplois permanents et non permanents rémunérés durant l'année) par rapport au nombre total des agents de la Communauté d'Agglomération rémunérés durant l'année.
- Pour la Direction des Finances : Temps passé par la Direction des Finances multiplié par le coût horaire annuel des agents concernés.
- Pour la Direction des Systèmes d'Information et Aménagement Numérique (DSI) :
  - o Coût annuel estimé de la masse salariale annuelle de la DSI multiplié par les 4,56% des licences Office 365 dédié aux 40 agents de la Direction Générale Adjointe Mobilités affectés dans les services mis à disposition du Syndicat des Mobilités par rapport au nombre de licences global utilisé par la Communauté d'Agglomération.
  - o Dépenses liées à l'utilisation des systèmes d'information par le Syndicat des Mobilités : frais télécoms, logiciels, location copieur, maintenance du matériel (serveur, copieurs...).



La Communauté d'Agglomération assure en tout ou partie l'hébergement des agents et assure la dotation en matériels et équipements nécessaires à l'exercice de leurs missions, en particulier informatique et véhicules de services.

Les services mis à disposition pourront, en tant que de besoin, être modifiés, à la hausse ou à la baisse, d'un commun accord formalisé par échange de courrier entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs.

### **ARTICLE 3 – SITUATION DES AGENTS EXERCANT LEURS FONCTIONS DANS LE SERVICE MIS A DISPOSITION**

Les agents de la Communauté d'Agglomération mis à disposition du Syndicat des Mobilités demeurent statutairement employés par la Communauté d'Agglomération, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service, pour le compte du Syndicat des Mobilités, selon les quotités et les modalités prévues à la présente convention.

Le Président du Syndicat des Mobilités peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au Directeur pour l'exécution des missions qu'il lui confie.

La Communauté d'Agglomération délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après accord du Syndicat des Mobilités. Ce dernier assurera les dépenses occasionnées par cette formation, autres que la rémunération de l'agent intéressé.

L'autorité de la Communauté d'Agglomération ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

La fin de la mise à disposition d'un agent et son éventuel remplacement sont décidés d'un commun accord entre les parties.

### **ARTICLE 4 – MODALITES D'INTERVENTION DES SERVICES**

Conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 du CGCT, le Président du Syndicat des Mobilités peut adresser directement aux agents mis à disposition, toutes instructions nécessaires à l'exécution et au contrôle des tâches.

Les modalités et l'organisation du temps d'intervention des agents mis à disposition seront arrêtées d'un commun accord entre les deux parties, afin de favoriser le bon fonctionnement de chacune des entités concernées.

### **ARTICLE 5 –MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION**

Les conditions de remboursement par le Syndicat des Mobilités à la Communauté d'Agglomération des frais de fonctionnement sont fixées de la manière suivante.

Le Syndicat des Mobilités s'engage à rembourser à la Communauté d'Agglomération l'ensemble des charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition, à son profit, des services visés à l'article 2 de la présente convention.

Le montant du remboursement effectué par le Syndicat des Mobilités à la Communauté d'Agglomération inclut :

- les charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales, action sociale, assurance statutaire, frais médicaux, formation, missions),
- les charges de fonctionnement afférentes aux agents mis à disposition (moyens bureautiques, véhicules, loyers, fluides, entretien, frais de communication, ...),

- une participation à la dotation aux amortissements des biens mis à disposition.

Les avis des sommes à payer seront établis semestriellement par la Communauté d'Agglomération. Ils seront visés par le Président du Syndicat des Mobilités ou son représentant et le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant.

#### **ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée d'un an. Elle sera renouvelée tacitement pour des périodes d'un an, dans la limite de quatre années au total.

#### **ARTICLE 7 – RESILIATION**

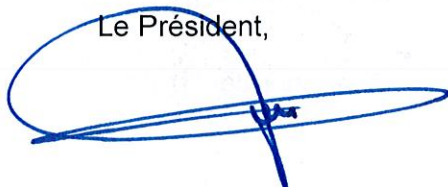
La présente convention peut être dénoncée librement par l'une ou l'autre des parties avec préavis écrit de deux mois.

Tous les litiges nés de l'exécution de la présente convention relèveront de la compétence de la juridiction administrative. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Bayonne, le 31 JAN. 2013

Pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque,

Le Président,

A blue ink signature consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke and a vertical line.

Claude OLIVE.

Pour la Communauté  
d'Agglomération Pays Basque,  
Pour le Président et par délégation,  
La Vice-Présidente,

A blue ink signature consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke and a vertical line.

Maider BEHOTEGUY.





## Accusé de réception

Acte reçu par: Sous-Préfecture de BAYONNE

Nature transaction: AR de transmission d'acte

Date d'émission de l'accusé de réception: 2019-01-31

Nombre de pièces jointes: 1

Nom émetteur: Communauté d'Agglomération du Pays Basque

N° de SIREN: 200067106

Numéro Acte de la collectivité locale: CP2018\_472A

Objet acte: CP 18.12.2018 OJ N°45. Convention de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération Pays Basque au profit du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour. Convention signée.

Nature de l'acte: Contrats, conventions et avenants

Matière: 4.1-Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Identifiant Acte: 064-200067106-20181218-CP2018\_472A-CC

---

